

RETRANSCRIPTION

ENTRETIEN AVEC MARTIN VANIER

DU 9 SEPTEMBRE 2024

Martin Vanier, géographe, spécialiste des transformations territoriales de la France et des politiques publiques afférentes, enseignant à l'École d'urbanisme de Paris et consultant auprès des collectivités territoriales au sein de la coopérative conseil Acadie.

Stéphane Cordobes, Directeur général de l'Agence d'Urbanisme Clermont Massif central.

Stéphane Cordobes : Bonjour à toutes et à tous. Nous recevons aujourd'hui Martin Vanier, géographe, professeur à l'École d'urbanisme de Paris après avoir longtemps œuvré à l'Institut de géographie alpine de Grenoble. Merci Martin d'avoir accepté notre invitation. Vous êtes également membre de la coopérative Acadie avec laquelle vous conduisez de nombreux travaux de recherches-actions dans les territoires français, de prospective, de planification, d'élaboration de projets de transition, toujours avec une attention particulière portée à la gouvernance et aux coopérations entre acteurs. Vos travaux, Martin Vanier, y compris vos interrogations plus théoriques, sont toujours en prise directe avec les réalités territoriales et leurs protagonistes. Elles visent à répondre à des problèmes concrets en contribuant à la fabrique territoriale. Parmi vos derniers travaux on notera une réflexion prospective sur le pastoralisme en Corse, des études sur la sobriété foncière ici ou là, dans le Genevois, le Morbihan, sur les sols vivants, sur la régulation des usages et régulation du fleuve Loire dans sa partie nantaise, sur le projet de territoire de la Métropole de Strasbourg ou celle de Nancy mais aussi celle du Pays du Centre Cher ou de la petite communauté de communes de Castillon Pujols. Si il est essentiellement question de géographie et d'aménagement des territoires, on l'a vu à travers cette énumération, un peu partout en France, les sciences politiques ne sont jamais très loin de vos réflexions. On vous doit ainsi en bonne partie l'invention et la diffusion du concept d'inter-territorialité. Ces réflexions vous ont conduit à publier de nombreux ouvrages et articles dont le dernier en date «Le Temps des liens, Essai sur l'anti-fracture», publié aux éditions de l'Aube, est sorti dans le courant de l'année. Cet ouvrage détonne dans le paysage intellectuel français puisqu'il prend à rebours la pensée mainstream sur les fractures territoriales. Selon vous les fractures territoriales ont non seulement pas la dimension qu'on leur donne souvent mais elles ont de surcroît l'inconvénient de nous empêcher d'analyser convenablement la situation spatiale, de mal les comprendre et de bien penser les actions aménagistes à mettre en œuvre. Martin Vanier vous reconnaissez vous dans ce portrait introductif ?

Martin Vanier : Bonjour Stéphane Cordobes. Oui je me reconnais dans ce portrait introductif, vous l'avez très bien saisi. Il y a tous les mots qu'il faut et dans l'enchaînement qui me convient. Je suis bien celui que vous avez dit.

Stéphane Cordobes : Peut-être pouvons-nous revenir à la fracture. Si les politiques d'aménagement de l'après-guerre ont toujours eu à voir avec la reconstruction des territoires abîmés puis à voir avec la lutte contre les inégalités territoriales et la recherche d'un équilibre entre les espaces en développement et les autres, la fracture territoriale au quelle il serait urgent et impératif de faire face envahit la sphère publique de manière beaucoup plus récente. Pourriez-vous pour commencer nous restituer l'apparition de ce concept et nous expliquer comment il en vient à devenir incontournable aujourd'hui dans le débat public ?

Martin Vanier : Je crois que le premier à avoir saisi cette rhétorique, ce discours de la fracture qui a évidemment une part de réalité descriptive, qui n'est pas qu'un discours, c'est probablement Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle de 1995, à l'invitation du socio-anthropologue Emmanuel Todd. Et je pense que c'est l'expression de travaux d'analyses scientifiques, au départ tout à fait intéressants, des devenir d'une société française, des devenir pluriels, du fait que le destin de la société française ne s'avère plus à ce moment-là uniforme, univoque, mais que ça commence à tirer un peu dans tous les sens et qu'il y a à l'intérieur de la société des réalités. Emmanuel Todd fait une proposition de lecture de ce qui ne tient plus la société ensemble. Jacques Chirac s'en saisit en politique. Ça fait partie du rôle d'un politique que de se saisir des figures qui permettent de porter une analyse sociale. C'est parti comme ça et ça s'est beaucoup développé par la suite en particulier à partir des années 2010 et d'un auteur sur lequel on reviendra certainement, un collègue géographe qui s'appelle Christophe Guilluy.

Stéphane Cordobes : Alors peut-être on peut en parler d'ores et déjà.

Martin Vanier : Absolument. Ce qui est intéressant dans cette approche avec le travail de Christophe Guilluy, c'est que c'est un géographe qui travaillait sur les inégalités et qui avait fait des choses que beaucoup d'auditeurs peuvent connaître, ces fameux atlas de la collection Autrement, des atlas thématiques qui sont un peu grand public qu'on trouve dans des librairies tout à fait classiques et accessibles. Il y avait un atlas des inégalités françaises dans les années 2000. Il a cheminé, Christophe Guilluy, et son co-auteur

Christophe Noyé, ils ont cheminé et ils sont passés de la notion d'inégalité où vous appréciez des différences, derrière lesquelles différences vous pouvez voir des injustices et à partir de quoi ensuite vous montez encore d'un cran en termes de saisissement et vous vous mettez à parler de fracture. Il a cheminé à partir de 2010 avec un livre qui s'appelle "Fractures françaises" qui dénonce le statut de la France périphérique ou des périphéries en France. Depuis il en a écrit, je crois, 7 ou 8 qui sont allés toujours plus loin dans une lecture très fragmentaire de la société française, très indignée, très révoltée. Je reconnais volontiers que ça a été pour moi un stimulant pour produire un antidote.

Stéphane Cordobes : Produire un antidote cela signifie que vos analyses vous poussent à penser que cette approche par la fracture n'est pas une approche pertinente voire une approche performative pour produire des politiques publiques qui sauraient y répondre, qui pourraient y répondre. Il est intéressant à ce moment de notre échange que vous nous expliquiez en quoi selon vous l'approche par la fracture dont vous nous avez rappelez qu'elle connaît aujourd'hui un certain succès dans l'espace public, on pourrait même dire qu'aujourd'hui la fracture, la fragmentation, la division, la séparation, quel que soit le mot que l'on utilise, fait partie intégrante de tous nos débats sur les territoires et articule finalement l'ensemble des discours qu'ils soient politiques, intellectuels, qui y ont trait. Vous dites c'est un argument qui ne nous permet pas de comprendre les situations et de penser les politiques qu'il va falloir mettre en œuvre. Pourquoi ?

Martin Vanier : D'une part parce qu'il efface tout le reste. Il est très univoque, c'est-à-dire qu'il dit qu'une seule chose. Pour le dire d'une façon très simple, il dit uniquement ce qui ne va pas. Il ne voit plus la société que dans ce qu'elle n'est plus et il ne propose aucune lecture de ce que la société est, dans ce qu'elle devient. Donc c'est quand même globalement une lecture extrêmement simplificatrice des réalités sociales et territoriales. Je ne l'évacue pas pour autant, il ne faut jamais jeter le bébé avec l'eau du bain. Il y a des fractures territoriales, il y a des fractures culturelles, il y a des divergences et des incompréhensions générationnelles. Il y a de luttes d'intérêt, il y a de la conflictualité dans notre société, de toute évidence, plus aujourd'hui qu'il y a dix ans. Il ne faut pas oublier qu'on connaît des années difficiles qui ont commencé... Oh, ça dépend, on peut dire 2008 avec la crise financière mondiale, mais on peut se rappeler des grandes émeutes de 2005, on peut se rappeler d'autres événements planétaires très clivants au tout début des années 2000, et puis évidemment derrière, tout le monde a en mémoire l'enchaînement, Covid, crise sociale autour de la réforme des retraites et j'en passe et d'autre. Donc tout ça est objectif et met la société dans une grande tension, et on peut décrire, on pourrait presque dire à l'infini, les tensions françaises. Mais d'une part, ça ne permet plus de laisser la place au saisissement de ce qu'elles font advenir, en réalité et d'autre part, vous voyez, quand on parle de quelque chose qui est fracturé,

on parle de quelque chose qui est en deux morceaux. Voilà. C'est un os, ou c'est les fragments d'une poterie, ou c'est ce que vous voulez. Et qu'est-ce qu'on fait une fois que les morceaux sont séparés ? Alors on recolle, on ressoude, on met un plâtre et on attend que ça se répare. Il y a quelque chose qui laisse les récepteurs, nous tous, de ce discours de la fracture devant une réalité insurmontable, un peu démoralisante, et qui d'une certaine façon invite chacun d'entre nous à dire « Dans la fracture, choisis ton camp, camarade, de quel côté de la fracture tu es et comment tu construis ta position personnelle et politique au regard de cette réalité clivante ». Et ça pour moi, on est en plein dedans, politiquement on est en plein dedans. Ça a été très bien raconté par cette fameuse série télévisée qui s'appelle "La Fièvre" et qui fait suite à une autre tout à fait pertinente qui s'appelait "Baron noir". Et tout ça raconte une société qui n'est plus en quête de ce qui peut accompagner ces transformations, mais de plus en plus en quête des fronts qui doivent être investis contre d'autres fronts. Je le redisais à d'autres occasions, la société front contre front, c'est celle que décrivait la classe politique des années 30, en France. Classe contre classe et front contre front. Il faut se rappeler la suite de l'histoire pour essayer de ne pas la réécrire dans les mêmes termes. Je prétends que la rhétorique, c'est toujours le terme que j'utilise, le discours, la construction des points de vue, entièrement animés par le terme de la fracture, ne nous conduit politiquement nulle part et il faut trouver une alternative.

Stéphane Cordobes : Face à ce constat que vous faites, il y a aussi dans votre essai des propositions. J'aimerais peut-être que l'on revienne sur un point que vous avez très sommairement proposé tout à l'heure. C'est plutôt un terme que vous avez utilisé sur lequel j'aimerais revenir d'ailleurs, c'est l'articulation que l'on peut faire entre inégalité et différence. Parce qu'il me semble qu'il y a dans ce passage un point clé pour comprendre la force de votre argumentation critique de la fracture. Ça me paraît être un point d'autant plus important que toujours dans votre ouvrage vous soulignez qu'aujourd'hui, que ce soient les individus ou les collectivités, la recherche de distinction, de singularisation est quelque chose qui est très présent. Tout le monde essaye d'être différent, de se distinguer des autres. Les collectivités fortes de leur politique d'attractivité et de compétitivité essayent toujours de mettre en avant leurs avantages comparatifs pour se distinguer et pour attirer des investisseurs, des entreprises, des populations. On pourrait dire que cette différenciation est au cœur des stratégies territoriales et des politiques territoriales. Ce qui signifie quoi ? Ce qui signifie que la notion de différence est omniprésente dans notre manière de faire les territoires. Or, entre différence et inégalité, il y a un saut aujourd'hui que l'on fait quasiment automatiquement. Là où on voit une différence, on peut quasiment mécaniquement dire finalement il y a une inégalité et donc il y a un discours qui va porter la reconnaissance de cette inégalité. Pouvez-vous revenir sur cette articulation là et nous dire en quoi c'est central dans votre critique ?

Martin Vanier : Parce que les sots suivants que celui que vous évoquez, cette espèce de cheminement direct entre là où il y a de la différence, il y a une source d'inégalité, le sot suivant c'est là où y a une inégalité, il y a une injustice, et le dernier c'est là où il y a une injustice en fait il y a une fracture. Et donc nous sommes dans ce moment très paradoxal où plus la société produit et s'épanouit je dirais des différences, du pluralisme, du pluralisme culturel, de la reconnaissance du droit de chacun à être, effectivement, singulier, y compris dans les définitions qu'on ne pensait pas devoir réinterroger un jour, je veux dire par là les définitions genrées. On fait partie d'une génération de gens qui ne savaient pas qu'un jour, elle aurait à s'interroger sur la binarité de nos genres, masculins, féminins. Or, aujourd'hui, parmi les jeunes gens que je fréquente en tant qu'enseignant, je sais que c'est quelque chose auquel je dois prêter attention. Je dois accepter qu'en face de moi, il y ait des jeunes gens qui ne s'inscrivent pas dans cette binarité-là et qui construisent leur singularité genrée, dans une gamme d'ailleurs de situations et de positions extrêmement ouvertes. Pour moi, c'est un exemple très paroxystique de cette volonté farouche de la société, des individus, d'aller au bout de l'exercice des singularités. Ça vaut pour les personnes, ça vaut pour les territoires, ça vaut pour les entreprises, ça vaut pour les organisations, etc. Exister aujourd'hui, c'est se singulariser. Il y a des travers à cette affaire-là, qui ont déjà été évoqués par d'autres que moi, par (Alain) Ehrenberg, etc., qui vont dénoncer une forme de narcissisme contemporain et qui est très exacerbé par les réseaux sociaux, puisqu'il faut cultiver l'image de soi, il faut la projeter et on ne peut exister que dans cette espèce de disparition de l'intimité. Bon, bref. De cela, effectivement, à un moment donné, la soif de reconnaissance peut conduire à des revendications ou des frustrations, à travers lesquelles, et on le voit bien sur cet exemple que j'ai développé sur l'approche par genre, s'expriment des inconforts et des volontés de ne plus subir de discrimination, d'être identifié différemment. Le cheminement de, non seulement je suis différent mais en plus je ne suis pas complètement reconnu, vient assez facilement. Il vient chez les personnes, il vient dans les territoires. Je suis un territoire moins peuplé, plus à l'écart. C'est ma différence. Mais c'est aussi finalement assez rapidement une forme d'inégalité de service. Evidemment, là où il y a moins de monde, il y'a moins de services. Et là où c'est plus loin, il y a moins d'accès. Ça, c'est vrai. Et de là, ensuite se pose la grande question de la justice. Et si elle ne trouve pas de réponse rapide, alors même que le sujet est toujours très complexe, eh bien, tout de suite est invoqué la fracture. Et c'est effectivement le terreau. Comment comprendre ce succès du discours de la fracture ? Je pense qu'on peut le comprendre par le fait que nous sommes dans une accélération de cette société des individus qui invite à un morcellement, lequel a à priori plutôt une vocation émancipatrice, parce que je pensais bien que les individus s'affirment en tant que personne, et donc je fais toujours le rapport entre individus et collectifs, ça vaut aussi pour les groupes ou les territoires, mais évidemment est bardé de risques et de tentations d'être un peu

dans la lutte de tous contre tous pour reprendre l'expression malheureusement galvaudée. Donc oui, c'est le bon enchaînement à déconstruire. Là où il y a des différences, il n'y a pas toujours des inégalités. Là où y a les inégalités, il n'y a pas toujours des injustices. Et je dirais même là où il y a des injustices, car il y en a, il n'y a toujours pas des fractures. À condition de déconstruire les choses, on remet chaque enjeu politique à sa place et je pense qu'on comprend mieux ce qui est en train de se transformer à tous ces niveaux-là.

Stéphane Cordobes : Une des injustices, ou une des différences, ou une des inégalités, je ne sais pas à vous écouter, quand on parle des territoires et quand on parle d'aménagement du territoire, c'est souvent cette séparation, cette distinction que l'on fait entre types de territoires et en particulier entre territoires ruraux, espaces ruraux et espaces urbains. C'est un débat qui dure depuis très longtemps, c'est presque au cœur de l'aménagement du territoire avant même que l'aménagement du territoire deviennent une politique, c'était déjà au cœur des réflexions politiques sur le territoire, comment à travers ce que vous nous dites autour de ces termes de fracture, à la fois de fracture, de différenciation, de besoin de justice, vous interprétez aujourd'hui ce débat sur les inégalités ou la fracture qui existerait entre les espaces ruraux et les espaces urbains ?

Martin Vanier : C'est effectivement par-là que je suis rentré dans ce débat, qui a une dimension sociologique et politique, et qu'en tant que géographe, j'avais de légitimité à aborder que parce que je pouvais parler de la question territoriale. Convenons que la distinction urbain-rural, elle est pratiquement concomitante, constitutive des sociétés humaines. Chacun sait que les deux mots de l'urbs et de la rur sont des racines latines qui décrivaient des positions dans l'espace de l'empire romain qui était socio-économiquement dédié à des fonctions complémentaires. On ne peut pas imaginer de ville sans campagne et de campagne sans ville. Le néolithique est à la fois une révolution agricole et une première forme de révolution urbaine qui est signée par le fait que les premières populations à rentrer dans le mécanisme de production de surplus agricole s'empressent de constituer des marchés et des pôles pour les échanger ces fameux surplus, donc urbain et rural sont absolument historiquement, civilisationnellement, liés. Et le spectacle que nous avons aujourd'hui de cette France du XXI^e siècle, qui se reraconte à elle-même, alors des oppositions qui ont toujours existé en dépit de ce que je viens de raconter, c'est-à-dire qu'effectivement ce sont deux mondes totalement entremêlés sociologiquement et politiquement et n'ont jamais été exempts de rapports de domination, ça c'est certain, de domination par la propriété foncière, par les inégalités de rétributions sur les ressources, etc. Mais qu'on s'explique aujourd'hui dans notre pays de liens, de réseaux, de mobilités, d'interdépendances, etc., qu'il y a une France urbaine et une France rurale, me plonge dans une profonde interrogation. Quelle est la part de vérité de cette vision clivée d'un pays qui,

en réalité, d'abord a toujours vécu les deux ensembles et aujourd'hui probablement dans des entremêlements et des complémentarités plus que jamais constatés par chacun d'entre nous, ne serait-ce que pour la plus commune d'entre elles le fait qu'effectivement environ deux ménages sur cinq, 40% de la population, connaît la ville dans la journée où elle travaille par les services, les recours, l'éducation, etc. et vit à la campagne dans sa résidence. C'est ce qu'on appelle des périurbains, faute de mieux, l'expression n'est pas très bonne et la dissociation domicile-travail fait de chacun de nous des ruraux-urbains ou des urbain-ruraux, c'est comme vous voulez. Il faut se saisir de cette culture du divorce pour comprendre ce qui s'y joue et il ne s'y joue pas des choses réelles. C'est ce que je ne cesse de diffuser comme analyse. Là est le ferment de la fracture.

Stéphane Cordobes : Néanmoins, dans ces relations urbain-rural, avec toutes les réserves que votre propos nous permet d'avoir sur cette distinction ou sur cette opposition, type de territoire par type de territoire, on peut imaginer aussi qu'il y a des endroits où les coopérations, où le travail d'élaboration politique entre ces territoires se passe mieux qu'ailleurs. Est-ce que dans ces territoires où des coopérations s'établissent, pour le bien commun je dirais, on reviendra sur le terme commun un peu plus tard dans notre entretien, il y a eu finalement une clarification de ce qui vaudrait règle de justice ? Dit autrement, est-ce-que les coopérations interterritoriales entre territoires urbains et ruraux que vous connaissez, que vous avez eu à rencontrer à travers vos travaux et vos explorations de la France, est-ce qu'il y a des endroits où cette question de ce qui est juste est clairement posée sur la table et permet finalement d'avoir un débat politique pour déterminer une différence qui est injuste, qui est donc inégalité et qui nécessite réparation ou inversement une différence qui ne nécessite pas une correction d'ordre public ? Est-ce que vous avez des exemples d'endroits où cela se passe bien, où le jeu est clairement mis sur la table ?

Martin Vanier : En général, les endroits où ça se passe bien, on n'en parle pas, vous savez. Les choses qui font l'objet d'une information et d'une médiatisation, c'est tout à fait significatif de notre époque, dans leur immense majorité des faits négatifs, des entorses, des anormalités. Mais pendant ce temps, qu'est-ce qui est arrivé dans ce pays depuis, on va dire une génération 30 ans. Il est arrivé la constitution d'une trame de justice territoriale, appelons-la comme ça, en suivant la question que vous me posez Stéphane Cordobes, à savoir une trame à l'intérieur de laquelle il est convenu de produire des services qui sont accessibles par le plus grand nombre dans un rapport à peu près équitable d'offres et de droits. Je veux dire par là, les communautés. La France est répartie en 1200 intercommunalités qui sont aujourd'hui la trame productrice de services essentiels de la vie quotidienne, qui s'agissent de transport, de production des logements, de

services environnementaux aussi essentiels à notre vie quotidienne que le ramassage des ordures ménagères ou la distribution de l'eau potable, de politiques culturelles et toute une autre gamme d'offres de services aux personnes, à la petite enfance, aux personnes âgées, etc. Qu'est-ce qui gère en premier ressort l'ensemble de ces utilités, de ces nécessités, ce sont les intercommunalités. Or, dans leur immense majorité, les intercommunalités en France sont des composés d'urbains et de rural. Parfois de petit urbain, avec une petite ville ou une ville moyenne, parfois de campagnes qui sont moins agricoles que touristiques et finalement très urbaines et qui ne correspondent pas à l'image très rurale que nous pouvons avoir. Il y a toute une gamme de situations, mais la plupart du temps, ce n'est pas toujours le cas, mais même dans le cas des grandes métropoles qui s'étendent un peu, il y a des parts conséquentes de campagnes urbaines, de proximité, c'est vrai, elles sont très urbanisées mais c'est quand même des campagnes et des zones de production agricole. Et donc on a là la preuve que France urbaine et France rurale sont en réalité déjà complètement solidaires dans des productions de services publics, des régulations, des tarifications et des formes de fonctionnement quotidiennes qui sont de l'ordre de : quand est-ce que passe le camion de ramassage des ordures ménagères ? combien coûte mon eau ? ou est l'école de musique pour mes enfants ? et d'autres choses encore, et à quel logement social je puis accéder, etc. Alors je ne suis pas en train de faire le tableau d'une France idyllique où tout fonctionne bien partout, mais je vais dire que la preuve de la justice territoriale, c'est-à-dire du fait qu'il est juste que nous puissions accéder à tel ou tel service dans cette société où que nous habitons, elle est construite fondamentalement dans les intercommunalités. Là où je vous suis, c'est qu'elles disent assez peu comment ce registre de justice est arbitré pour elles. Par exemple, un cas très concret, chacun sait de là où il vit que le fameux camion poubelle va passer beaucoup plus souvent en zone urbaine et un peu moins souvent sur les bords de la communauté, dans les communes rurales un peu plus éloignées. Ça, c'est énoncé. Techniquement et on va dire même économiquement par la communauté, qui sait comment arbitrer à peu près ces tournées et je pourrais prendre plein d'autres exemples sur les accès en question. Mais ça ne fait pas beaucoup l'objet d'un débat public et vous n'avez pas beaucoup de communautés qui disent ici les conditions d'exercice de la justice, dans ma communauté, construite avec vous chers citoyens électeurs, les voilà. C'est-à-dire que la justice est renvoyée à une sorte de face à face avec des acteurs supra, en général l'État qui ne ferait pas son boulot, qui déferait tous les services publics, etc. et mettrait le demandeur local uniquement en position de voir ses droits reconnus. Je pense qu'il faudrait que nous grandissions un peu et que nous acceptions de considérer que la justice, ça se construit. Ça se construit aussi territorialement dans une capacité faite avec des moyens dont on convient, qui s'appellent notamment les impôts,

qui s'appellent aussi les tarifs de services publics et autour de quoi on fait le choix de considérer que, je ne sais pas moi, il est juste que les enfants des ménages les plus modestes accèdent à un service gratuitement. Ce sont des choses tout à fait pratiquées, grâce au fait que le coefficient familial va rentrer dans le calcul de ce que chacun doit faire comme effort, etc. Elle est là, la justice territoriale, elle est dans cet exercice-là. Si nous la rendions plus explicite, nous aurions, je pense, un tout autre regard sur ce qui est fracture et ce qui est lien. Ça nous permettrait de mieux mettre le doigt sur ce que sont nos droits, et aussi nos devoirs. Parce que là, on est en train de parler de solidarité.

Stéphane Cordobes : Dans votre essai, "Le temps des liens", Martin Vanier, parmi les idées que vous proposez, ou en tout cas les arguments que vous avancez pour critiquer cette notion de fracture, il y en a un autre que vous n'avez pas cité jusqu'à présent et qui ne relève pas tant des rationalités qui seraient à l'œuvre pour pouvoir traiter cette fracture à travers, par exemple, des règles de justice qui seraient clairement définies, etc. et qui renvoie finalement plutôt à la dimension affective ou émotionnelle. Parler de fracture, inévitablement, ça conduit à sortir de la rationalité pure, si tant est qu'elle existe, pour tout de suite déboucher sur des discours édifiants, tranchés, clivants, qui en fait permettent peu la construction d'un commun. Quand on dit fracture, on vise plutôt à créer comme vous le disiez tout à l'heure des frontières, des camps, des oppositions et donc à rentrer dans un registre extrêmement émotionnel qui quelque part ne permette plus ensuite d'avoir ce débat rationnel dont vous parliez à l'instant. Comment concrètement, puisque nous sommes dans le discours des fractures, puisque nous sommes dans un discours public qui fait une grande part à l'émotion, à l'affect, au sensible, comment on fait face à ça et comment on peut revenir dans un débat plus rationnel ?

Martin Vanier : C'est une question qui taraude la sociologie et on doit beaucoup à Pierre Rosanvallon de nous avoir attiré l'attention à tous sur cette sociologie au prisme de rationalité à reconstruire. C'est un bouquin qui a maintenant quelques années qui s'appelle « La société des égaux » dans lequel il expliquait en gros qu'apparemment il y a un grand écart entre ce que nous pensons produire tous collectivement comme solution pour le bien-être des uns des autres et la façon dont ces solutions sont reçues, vécues et considérées comme telles. Parce qu'effectivement, aujourd'hui, l'émotion va primer sur le raisonnement, pour des raisons sur lesquelles je ne veux pas m'étendre, je ne suis pas spécialiste, mais enfin, il n'y a pas de doute que dans une société de communication et d'instantanéité, il y a une espèce de surproduction émotive permanente qui enrobe absolument toute information et toute objectivation et qui amplifie un certain nombre d'avis, de comportements, ou qui les entraînent très vite ailleurs que là où il faudrait pouvoir se cantonner pour réfléchir un peu froidement si c'est possible, parce qu'il y a des

fois des faits dramatiques. Il me vient à l'esprit cette anecdote mais qui est terrible parce que ce n'est pas qu'une anecdote. Dans la Drôme, la vallée du Diois, région effectivement très reculée, parce que la Vallée de la Drôme, proprement dit, et plus on s'éloigne et plus les temps d'accès aux bourgs centraux que sont Die, puis Crest surtout, à l'entrée de la vallée, sont lointains, pas de maternité au fin fond de la vallée, un beau jour, une dame en a besoin et malheureusement, le dispositif ad-hoc qui est celui des ambulances routières, voire des interventions par hélicoptère, a été défaillant. Résultat, la dame a perdu son bébé et c'est d'une très très grande tristesse. Et donc ceci, vous voyez, c'est pris dans une émotion, ce genre d'événement. Il y en a plein d'autres, il y en a tous les jours dans la société. Construire une émotion considérable, à partir de quoi, très rapidement, on va transformer l'indignation déclenchée en une revendication qui met un peu cul par-dessus tête, les éléments d'offre qu'on pouvait concevoir. Et par exemple, dans la politique concernée, l'idée qu'à un moment donné, alors je sais que ça va ouvrir un débat parmi les auditeurs, il semble que la profession elle-même reconnaisse qu'à moins de 300 accouchements par an, une maternité n'entretient plus l'outil médical suffisant pour garantir de le faire dans des bonnes conditions. Vous me direz que si c'est pour perdre son bébé au bord de la route, l'alternative n'est pas bonne, mais c'était une entorse au fonctionnement. Voyez donc, la rationalisation d'un côté. On regroupe les maternités pour avoir partout au moins 300 naissances par an, grosso modo une par jour. Ça permet de maintenir les équipes obstétriciennes, etc. Et puis de l'autre côté, l'événement dramatique et l'émotion qu'il déclenche. Alors vous me dites, on fait quoi avec ça ? Je suis partagé entre l'idée d'une forme de dégagement de cette emprise des émotions. Non, il ne faut pas se laisser entraîner. Il ne faut pas se laisser entraîner par la fièvre, c'est le titre de la série télévisée que j'évoquais tout à l'heure. Il faut résister à ça. Et mon boulot de scientifique et d'intello, c'est précisément de ne pas basculer dans le monde des émotions et d'apporter en permanence de nouvelles couches d'information et d'analyse qui permettent à tout à chacun de re-rationaliser ce qu'il vit. Une autre partie de moi-même dirait, avec Pierre Rosanvallon, il faut entendre ce qui, dans les émotions, retranscrit des nouvelles attentes sociales pertinentes. Exemple même, l'émotion contre la discrimination, contre le mépris ou contre l'incertitude. C'est-à-dire le fait que oui, nous sommes individuellement ou collectivement submergés par quelque chose qui emporte nos modes de raisonnement, mais nous le sommes par une forme d'injustice suprême qui s'appelle la discrimination, le mépris ou l'épreuve d'incertitude. Et c'est ce qu'il appelle les épreuves de la vie. Ça, c'est un autre bouquin plus récent que "La Société des égaux". Alors j'ai un autre rendez-vous. Il ne suffit pas d'offrir des conditions d'accès que j'ai jugées équitables, égales pour tous, etc. Il faut que je vois où se nichent les discriminations et les formes de mépris que je n'aurais peut-être pas bien repérées dans la chaîne de production de services, dans les relations sociales, parce que ça, ça

rend révoltant cette fameuse promesse d'égalité. Donc il y a quand même dans l'expression des émotions quelque chose à garder qui signifie de nouvelles exigences. La société progresse aussi dans ce qu'elle attend. Je suis partagé entre ces deux points de vue, mais je dois dire que le premier reste quand même un ancrage fort. Je veux dire, ne perdons pas les sources de la rationalisation, de la mesure, de l'objectivation, du débat pacifié. Sinon, nous entrons dans un autre monde de décision et de régulation politique. J'ai peur que le modèle soit plutôt outre-Atlantique dans ces conditions, ça serait dommage.

Stéphane Cordobes : D'ailleurs, dans votre essai « Le temps des liens », vous n'en restez pas à la critique. Vous n'êtes pas simplement à dénoncer les méfaits de la fracture. Vous n'êtes pas à faire une fracture là où il y a déjà fracture, où on parle de fracture. Vous faites aussi des propositions. Il y a deux concepts que vous mettez en avant dans cet essai et qui paraissent intéressants à mobiliser à ce moment de notre échange. Il y'a d'une part le concept d'attention. Quelque part, avant de pouvoir élaborer des règles de justice qui permettraient d'avoir un débat public rasséréné sur ces questions territoriales, sur ces priorités politiques à mettre en œuvre, vous dites, et j'ai l'impression que votre précédente réponse nous amène à ça, il y a un effort d'attention à faire à telles situations, à telles populations, à telles différences, sans préjuger qu'il y a injustice ou qu'il y a inégalité mais il y a cette attention que tout le monde est en droit d'attendre et d'obtenir. Et puis vous nous proposez un autre concept qui vient cette fois peut-être plus en aval, c'est le concept de reliance. Là où on est parti de la fracture, vous dites non la fracture ce n'est pas la bonne entrée, moi ce que je vous propose pour penser cette fabrique territoriale, pour mettre en œuvre cette fabrique territoriale c'est concept de reliance que l'on doit à Edgar Morin, et que vous utilisez si j'ose dire, à votre sauce de géographe contemporain.

Martin Vanier : Absolument. Il faut du vocabulaire, il faut des mots pour réorganiser le débat collectif, l'échange, regarder autrement les choses, convaincre, et il faut mettre en circulation les mots qui vont bien, dans le sens où ils nous permettent de re-saisir quelque chose qu'on ne voit plus. Si nous ne voyons plus que la fracture, faisons en sorte d'attirer notre attention collective sur ce qui nous relie, et faisons-en un sujet. J'irais même jusqu'à dire un concept, et finalement un concept pour quoi ? Pour faire politique, pour construire une politique. Donc je suis allé chercher ce terme de reliance, mais vraiment en cheminant, exactement comme je viens de vous le dire, c'est-à-dire en me disant, en m'adressant en moi-même, tu es hérisé par le discours de la fracture, qu'est-ce que tu proposes ? Et où est l'antidote ? Et par un raisonnement d'une simplicité logique évidente, l'inverse, c'est le lien. Alors, comment qualifier ce qui constituerait une politique globale de ce qui nous relie les uns aux autres, les territoires aux autres ?

Et nous, à quelque chose de plus grand que nous, qui s'appelle le système vivant de notre planète, nous sommes tant inquiets aujourd'hui, à juste raison et à travers quoi nous devons recréer sans doute les liens sociaux ? C'est-à-dire que si on ne se réconcilie pas avec notre cadre de vie, ça va être difficile de se réconcilier entre nous. Ça se voit sur la question de l'eau par exemple. S'il y a bataille sur l'eau, il n'y aura pas accords sociaux, quels qu'ils soient. Et je peux parler de l'énergie, ou de santé environnementale, etc. Donc voilà, ce terme de reliance, il était disponible, il était là dans les écrits, dans les pensées. Évidemment, Edgar Morin a proposé beaucoup de choses, mais ça, c'est un concept quand même assez fort de toute son œuvre. Et pourquoi ne saisit-il pas nos imaginaires politiques, notre imaginaire politique, enfin nos au pluriel ? Donc moi j'essaie de servir une politique de la reliance, de la faire en géographe en disant, s'il y a reliance, il y a lien et là ça me parle vraiment de cette société dans son espace et dans ses lieux de vie, dans ses écarts, dans ses distances et parfois on est relié alors qu'on est très à distance et inversement d'ailleurs on est très séparé et très étranger l'un à l'autre alors qu'on est côte à côte, donc tout ça n'est pas une question de distance mais ça travaille quand même les liens spatiaux. Et parmi ces éléments nourrissant ce que pourrait être une politique de la reliance, il y a la conviction que notre société réclame à corps et à cris de l'attention plus que de la proximité. Il y a une façon un peu à l'ancienne de voir les choses, consistant à dire il faut offrir à tout un chacun ce qu'il attend près de chez lui, et puis constater qu'à l'heure de l'internet, de la mobilité, de la dissociation domicile-travail, du télétravail, etc. La question n'est pas la proximité. Il en faut encore, et il en faut raisonnablement, la vraie revendication est l'attention parce que c'est ce que nous avons réellement perdu dans cette société des individus, ce qui est tout à fait paradoxal. Nous avons perdu la capacité à prêter attention à parce l'attention a été l'objet d'une sorte de captation, on pourrait même dire presque de prédation économique. Les parts de cerveau que sont, pour chacun d'entre nous, nos disponibilités à, sont l'objet d'une stratégie phénoménale d'accaparements pour attirer notre attention sur tel ou tel produit, telle ou telle colère, tel ou tel rêve ou telle ou telle projection. Et donc les appareils dont nous sommes tous bardés les uns les autres et le premier d'entre eux qui est dans l'autre poche, a priori, je pense pour beaucoup d'entre nous, sont l'objet d'une formidable bataille nouvelle d'attention face à quoi il n'y a pas eu beaucoup de réponses collectives pour se dire comment on en fait un sujet politique. C'est-à-dire prêter attention à, notamment à ceux qui sont sortis du scope, en faire une ambition collective et pas simplement une relation de personne à personne. Je dirais même plus avoir la même stratégie que les majors du net, puisque c'est d'eux dont je parlais, qui ont des capacités phénoménales de suivre nos pratiques téléphoniques pour capter notre attention, avoir les mêmes stratégies qu'eux pour aller sur une forme de proposition

publique de ce que l'on peut mettre dans notre attention et surtout, en plus de tout ça, revenir sur la formidable dématérialisation des relations interpersonnelles et des relations humaines qui a été vu comme une grande solution pour déployer le service pour des raisons, on va dire, pratico-techniques. Il y aura toujours quelqu'un au bout du téléphone, même si c'est une voix pré-enregistrée sur un disque avec des options 1, 2, 3, 4, mais en réalité, il n'y a plus personne, ou de moins en moins. Et donc, cette société-là, elle a besoin de se réinterroger sur la qualité des attentions qu'elle s'offre. Et ça engage chacun d'autre nous, ça engage nos organisations. Moi, je suis enseignant-chercheur, donc vous imaginez à quel point ça engage aussi ma pratique de métier, dans l'attention aux étudiants. Mais ça vaut pour, je ne sais pas moi, n'importe quel, un caissier de supermarché, 80% des salariés qui travaillent dans le secteur tertiaire, qui est un secteur de services, l'attention est là. C'est une très grande question de la qualité de nos liens, et donc c'est constitutif d'une politique de reliance de toute évidence.

Stéphane Cordobes : Dans votre réponse, en fait, vous ouvrez un autre sujet sur lequel nous n'avions pas encore conversé. Nous sommes rentrés dans cet échange à travers le prisme de l'aménagement du territoire et de la lutte contre les inégalités, ce qui est un prisme très classique. Mais nous sommes aussi à un moment de l'histoire de l'humanité et de La Terre un peu particulier, puisque vous venez de le mentionner, la question du rapport aux vivants, la question du rapport au monde où, en d'autres termes, le changement climatique, le changement global, qui bouleverse considérablement nos espaces de cohabitation et la possibilité de continuer à y habiter sereinement pendant un avenir que l'on souhaite durable, est aujourd'hui une question centrale qui bouleverse complètement nos manières de penser les territoires. Vous avez dit il y a quelques instants que la reliance ou une politique de reliance, ça permettait, en pensant le lien avec toutes les entités non humaines, le vivant, peu importe comment on l'appelle, donc en portant attention à ce qui constitue nos milieux de vie et ceux qui y cohabitent, c'était une manière de retrouver le lien entre les vivants humains particuliers que nous sommes. Est-ce que vous pouvez revenir sur ce passage, parce qu'aujourd'hui, on a plutôt tendance à penser l'inverse à savoir que les politiques en faveur des transitions écologiques sont plutôt des politiques qui vont aggraver les inégalités sociales, voire aggraver les conflits. Or, vous affirmez quasiment l'inverse. Le fait de prendre en considération le milieu, les milieux, et ce qui nous y lie peut être un formidable vecteur, levier pour recréer de la reliance entre humains. Est-ce que vous pouvez nous donner une explication sur ce paradoxe ?

Martin Vanier : L'écologie est une science des liens. C'est une science des circulations, des interdépendances, qui expliquent et qui racontent comment les êtres vivants et toutes

les ressources qui les rendent vivants, physiques et chimiques, sont interdépendants et sont liés par des échanges extrêmement sophistiqués, passionnants à voir et à comprendre et à continuer à découvrir. L'écologie est, c'est quand même tout à fait significatif, la science de cette fin du XXe, début du XXIe siècle, et c'est une science des liens. Il y en a une autre grande science des liens, c'est la science numérique. C'est-à-dire, c'est au contraire, complètement à l'opposé. C'est la science de tout ce qui permet de connecter à distance grâce à l'électronique et aux particules. Ces deux sciences combinées, on change complètement notre univers matériel et notre rapport au monde, mais ce sont toutes les deux des sciences du lien. Et d'ailleurs, tous les termes que nous utilisons derrière, écosystème, et maintenant on parle d'écosystèmes d'acteurs, écosystème territorial, interface, on parle beaucoup d'interface à tout propos, sont issus de ces deux domaines scientifiques qui racontent l'un et l'autre, et le premier pour répondre, je vais même me cantonner au premier pour répondre plus étroitement à votre question, que lorsqu'on perd les liens à nos milieux de vie, à la réalité de leur fonctionnement, au cycle des eaux, à la capacité régénérative de la biomasse, de la couverture végétale, ou à ce que sont les cycles normaux et anormaux d'effets météorologiques et climatiques, les uns à un cycle très court, qui sont des variations, et les autres à cycle beaucoup plus long qui donne, vous le savez tous très bien, des événements, décennaux ou centennaux, etc. Lorsqu'on perd toutes ces réalités, et nous les avons largement occultées par la conviction qu'on pouvait s'en libérer par nos capacités techniques, en réalité, ce qu'on perd, c'est des liens entre nous. En réalité, ce que l'on perd c'est la capacité de comprendre comment la meilleure insertion dans ces liens des mondes vivants nous rend plus solidaires nous-mêmes, les uns avec les autres. Autrement dit la fausse conviction que nous n'avions pas besoin de nous lier à ce monde vivant devenu plus artificiel, contrôlé, armé, harnaché comme on dit pour les équipements hydroélectriques des montagnes, et que tout ça allait être soumis à nos désirs, nous libérait autant des besoins d'être liés aux uns aux autres. Comme si finalement notre relation au monde devienne une espèce de grande mécanique de laquelle il n'y a pas d'interdépendance organique, ni avec le monde vivant, ni entre nous. Rétablir un des mondes de lien, c'est rétablir l'autre ; le monde de lien écologique, c'est rétablir le monde des liens sociaux. Et aujourd'hui, la société elle-même le dit, lorsqu'elle dit « Ah, refaisons de l'alimentation un grand sujet commun. Il faut re-territorialiser nos ressources alimentaires. On veut savoir ce qu'on mange. On veut manger plus sain. On veut manger plus local ». C'est exactement ce que je suis en train de raconter. C'est se remettre dans un circuit alimentaire qui nous déborde de beaucoup, c'est reprendre sa place, un petit peu moins brutalement que par les systèmes agro-productivistes actuels et c'est à travers ça qu'on se refabrique des nouvelles solidarités. Donc effectivement, la solidarité aujourd'hui,

on le sait bien tous, on l'a compris, est un enjeu socio-écologique. Et vous avez raison de signaler que tout ce qui concourt à présenter cet horizon comme un horizon de contraintes clivantes que les uns vont pouvoir se payer et les autres vont devoir subir, tourne le dos complètement au fondement et à l'enjeu réel de ce rendez-vous-là.

Stéphane Cordobes : Parmi les propositions que vous faites, Martin Vanier, d'outils conceptuels que l'on pourrait mobiliser pour repenser cette fabrique territoriale, on l'a dit, il y a l'attention, il y a la reliance, il en a d'autres. On n'aura pas le temps à travers cet échange de tous les mettre en débat, les discuter ou les expliquer, ligne de vie, archipel. Le troisième que vous citez dans la série en droite ligne de ce que vous venez d'expliciter de cette articulation entre lien avec le vivant et lien entre les humains, c'est les communs territorialisés. Vous dites, une des manières de refaire territoire ou de repenser la fabrique territoriale, c'est à travers ce concept de penser ce qui serait des communs territorialisés, et il me semble que derrière ce commun territorialisé, vous entendez bien des constituants qui relèvent à la fois des milieux et en même temps des systèmes à la fois techniques, économiques, humains. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus ?

Martin Vanier : Il faut en dire plus parce que l'expression des biens communs est maintenant assez partagée, ce qui est une bonne chose, et parfois un peu galvaudée, ce qui interroge. Je ne fais pas partie des gens qui voient des biens communs partout, et qui utiliseraient à tout bout de champ l'expression, presque pour ses vertus morales. Voilà, l'air est un bien commun, l'eau est un bien commun, les transports sont un bien commun, l'école est un bien commun, la connaissance est un bien commun. Alors on finit par très bien comprendre de quels registres il s'agit, parce que par exemple, moi je pense que les biens communs et les services publics, ce sont deux choses bien catégoriellement distinctes dans leur production. Les services publics émanent d'une action publique solidaire dans laquelle on convient par l'impôt de financer tous ensemble quelque chose auquel on aura un accès à peu près gratuit ou aussi gratuit que possible, enfin quand même, l'idée est que ça coûte le moins cher possible parce qu'il y a solidarité fiscale à l'amont de la production de ce service public. Les biens communs, c'est autre chose. Les biens communs ce sont d'abord, tel que je propose de les saisir pour les ramener à leur origine, ce sont, d'abord, des ressources. Et elles sont situées. C'est-à-dire qu'elles sont générées par un écosystème ou éventuellement un écosystème social, il y a des communs qui ont une dimension culturelle et patrimoniale, donc qui ne sont pas générés par le cycle de l'eau, mais qui sont générés par une histoire culturelle, une histoire productive par exemple. Et elles sont situées, elles sont à nos dispositions, elles sont là dans les territoires,

parfois disposées par le système géophysique lui-même, c'est une forêt, voilà, elle a sa position, quoiqu'elle doive beaucoup à la main de l'homme, enfin, etc. parfois, comme je viens de le dire, par des accumulations plus immatérielles. C'est un savoir culturel. Celui-là, il ne tombe pas du ciel, il est construit. Mais en tout cas, c'est toujours situé, c'est toujours territorialisé. Le fait est que les considérer comme des valeurs ou des actifs pour utiliser un terme d'économiste, que nous pourrions utiliser en les régénérant, sans les épuiser, sans les exploiter de sorte qu'après nous, le déluge, dans des intérêts complémentaires entre les parties prenantes concernées, fait d'elles quelque chose d'un peu différent qui n'est ni complètement le service public, parce que c'est regrouper des intérêts quand même, qui ne sont pas ouverts à tous, qui sont ouverts à ceux qui s'assemblent autour de ces ressources, ni du côté des intérêts strictement privés. C'est du commun. Ce n'est pas du public. Ce n'est pas du privé. C'est du commun. Qui est là ? Ceux qui ont un rapport à ces ressources. Parce qu'ils utilisent l'eau dans leurs activités, le bois dans leurs activités, la culture productive ou autre dans leurs activités etc. mais pas de la même façon, pas selon les mêmes objectifs économiques, pas avec les mêmes croyances, mais en commun. Et donc territorialisant cette gestion de ces valeurs-là, qui peuvent être très matérielles ou immatérielles, faisons-en des raisons de se regrouper autour de ces ressources et ne perdons jamais l'idée que, se regrouper pourquoi ? Pas pour s'entendre et puis faire en sorte qu'on ne se marche pas dessus et qu'on partage l'eau ou qu'on partage la forêt, etc. mais pour fabriquer une économie régénérative. Régénératives, y compris de la culture. La culture, ça se régénère, comme le reste, dans le sens où il ne s'agit pas simplement d'hériter et puis d'en avoir une approche nostalgique. Ça se déploie et ça s'enrichit par les apports de génération en génération. Donc, cette approche régénérative des ressources, c'est ce qui constitue réellement le motif de la mise en commun. Et là on a un magnifique motif pour dire, au fait, on a quelque chose ensemble ou on n'est que dans les fractures. On a quelque chose à se dire ou on est adossé dos à dos, on ne se connaît plus, on est étranger les uns les autres. On a quelque chose à faire ensemble qui nous relie ou chacun à son horizon. Et moi je pense que les communs territorialisés sont un très puissant levier écologique, ça va de soi, de reliance et donc de politiques territoriales.

Stéphane Cordobes : En vous écoutant, on se rend compte que votre analyse en fait, elle porte moins sur l'état d'une situation, sur une analyse statique, mais qu'elle renvoie à plusieurs reprises à des éléments beaucoup plus dynamiques. Là, en l'occurrence, vous nous parlez d'économie régénérative ou de régénération. Dans votre ouvrage, lorsque vous faites allusion au changement global et à l'adaptation vous préférez le terme de transformation. Toujours dans le même essai, lorsque vous parlez des différents

territoires, plutôt que de les appréhender à travers des typologies fixes, déterminées, quasiment essentialistes, vous dites non, il faut plutôt les saisir à travers des trajectoires. Dans les trois cas, vous avez une lecture territoriale qui repose sur une tentative de les appréhender à travers leurs dynamiques en général. En quoi selon vous cette approche, par les dynamiques territoriales, que ce soit par les trois termes que je viens de citer, transformation, trajectoire, régénération, constitue un élément déterminant pour penser demain la fabrique territoriale ?

Martin Vanier : C'est l'exigence de notre époque. Si on était dans un monde stable, dont nous pourrions constater tous ensemble qu'il n'a pas beaucoup changé depuis celui de nos parents, et dans l'espoir qu'il en soit de même pour nos enfants, on aurait d'autres devoirs collectifs et je veux dire d'autre aiguillons de transmission, de patrimonialisation, etc. Bon, je ne sais, parce que c'est un monde que je n'arrive plus à m'imaginer personnellement. Moi, je suis né à la fin des années 50. Je ne vois qu'un monde qui change d'une façon vertigineuse. Je crois me souvenir qu'à cette époque, la planète avait 3 milliards d'habitants. Et je sais que de mon vivant, je verrai 10, puisqu'on est à 8,5. Et que j'ai encore quelques espoirs, donc ça devrait nous mener à 10. La quantité de transformation, de bouleversement, de choses inouïes, inaudibles et imprévues que connaît notre époque, je ne dirais pas qu'elle est sans précédent parce qu'il ne faut pas oublier, je ne sais pas, le passage de l'Age de bronze à l'Age de fer ou la fin de l'Antiquité ou quelques autres grands moments de bascule, mais enfin, ça nous met quand même pas mal en responsabilité historique d'avoir une vision dynamique des choses, de nos sociétés, de notre technologie, de nos rapports sociaux, etc. Moyennant quoi, tout ce qui fige, les représentations, les catégories d'analyse, les arguments, me hérissent parce qu'on ne peut que chercher à comprendre ce qui change, pas ce qui fige. Et on a là-dessus, de toute évidence, un débat politique fondamental non pas entre ceux qui voudraient voir la France qui ne bouge pas et ceux qui ne voient que la France qui change mais dans les régimes de changement, ce que les uns et les autres nous accordons comme valeur au changement. Je crois que le fond de l'affaire aujourd'hui, c'est que nous sommes un peu divisés entre ceux qui voient dans le changement, un cul par-dessus-tête, une rupture et donc une fracture, c'est-à-dire quelque chose de fondamentalement violent et le fait est qu'il y a des preuves de cette violence, ça s'appelle des événements climatiques extrêmes, des révoltes, etc., et qui finalement se projettent dans ce monde de la violence des changements. Et ceux qui, comme moi, disent n'allons pas dans cette historicité-là, pour le dire un peu plus crûment, le siècle des révolutions c'était le XIXe. Ce qui nous attend aujourd'hui au XXIe siècle, c'est notre capacité transformatrice, parce que nous devons nous inscrire dans ces transformations et nous

devons fabriquer beaucoup de réconciliation avec le monde vivant, entre nous, entre territoires, etc. C'est ce que j'appelle des régimes de changement, la rupture en est un, la révolution en est un autre, la transformation, etc. Il n'est pas hasardeux qu'on ait tant utilisé le terme, un peu benêt peut-être, de transition, doux, sympathique. Moi j'en tiens beaucoup au terme de bifurcation, j'aime beaucoup le terme de redirection parce qu'ils ne portent pas la violence civile en eux mais ils mettent la barre quand même assez haute. Il faut regarder ailleurs, il faut se réinventer, il faut être à la hauteur. Voilà, on est dans ce monde-là. Le clivage est moins entre ceux qui prétendraient que plus rien ne doit bouger et que, ma foi, tout va bien, non, parce que quand même. On a quand même drôlement à faire converger et à arbitrer nos régimes de changement qui sont entre nous, les uns et les autres, on va dire en France entre la droite et la gauche, pour le dire vite, et au sein de la gauche et au sein de la droite, très loin d'être convergence, c'est un très beau sujet citoyen.

Stéphane Cordobes : Il m'est impossible, Martin Vanier, de ne pas poursuivre et commencer à conclure cet échange sans mentionner le fait que celui-ci se tient à Clermont-Ferrand, au cœur du Massif central. Il est difficile d'ignorer que le Massif central a longtemps constitué un objet privilégié pour les politiques d'aménagement du territoire, parce que par définition, le Massif central, c'est un espace peu dense, donc faiblement peuplé, avec peu de richesses ou peu de ressources, où les dynamiques de population ont longtemps été négatives et où, quelque part, la question des inégalités territoriales valait il y a 50 ans mais sont toujours d'actualité. En tout cas, dans les discours, il y'a toujours une attente ou une revendication de réparation par rapport à la situation de cet espace géographique. Donc, évidemment, ce que vous dites sur les fractures ou sur les inégalités ne peut que raisonner avec une lecture assez courante de la situation du Massif. Et puis, d'autre part, quand vous parlez de commun territorialisé ou de commun territorial, il me semble que le Massif, c'est aussi, d'un point de vue géomorphologique, un espace qui a une certaine forme de communauté. C'est un milieu particulier. C'est un espace de moyenne montagne. Ce sont des modes de vie qui sont relativement comparables. Et puis c'est aussi un Massif où, ça pourrait être discuté, la question de culture commune fait sens. Aujourd'hui, vivre à Clermont-Ferrand, vivre dans d'autres territoires du Massif central, il me semble qu'il y a un lien, un attachement à vivre dans cet espace, un attachement au Massif lui-même. Ma question est finalement de dire, comment on joue avec cet espace ? Comment dans cet espace, votre discours peut faire sens ? C'est quoi les dynamiques à l'œuvre, ce serait quoi une politique de reliance à cette échelle ? Est-ce que par exemple, aller vers un concept de bio-région, c'est à dire à la fois d'interdépendances et de facteurs communs qui nous uniraient, liés au milieu lui-même,

est quelque chose qui selon vous fait sens pour penser les futures politiques d'aménagement de ce territoire ou de ces territoires qui partageraient des défis communs face au changement global ?

Martin Vanier : Il nous faudrait une deuxième émission sur le Massif central, parce que, cher Stéphane, vous n'ignorez pas que le Massif central, si nous le considérons comme une évidence en regardant une carte de relief ou de distribution des eaux, n'en est pas moins une invention, une représentation mais je pourrais le dire des Alpes, et je pourrais le dire des Pyrénées, et je ne serais pas le premier à le dire. Il n'y a pas un historien ou un géographe qui ne reconnaîtra pas que ce sont là des façons dont nous convenons, collectivement, à un moment donné, de désigner une réalité. Pour ce qui concerne les Alpes que je connais mieux, ce que nous voyons aujourd'hui comme une barrière a longtemps été un haut lieu géopolitique d'Etat passeur, 800 ans de Royaume de Savoie à cheval sur les deux versants. Ça change complètement le regard qu'on peut avoir sur les Alpes, dans la mesure où aujourd'hui, c'est ce qui sépare la France de l'Italie, etc. Le Massif central, c'est la même chose. Ce sont les grands géographes qui ont dit dans quelles conditions on s'invente à un moment donné ce Massif central que vous avez décrit et qui est en tout point différent de celui qu'il était il y a 150 ans : réservoir d'hommes, grandes richesses socio-économiques, plein de petits territoires productifs essentiels à l'économie nationale déjà, relativement bien connecté et en relation avec les systèmes borduriers, si je puis dire. Un regard complètement différent, qu'est-ce qu'il en sera demain ? C'est la grande question. Un Massif central bio-région de certaines ressources, oui, pourquoi pas ? Les représentations, ça se construit donc on peut en convenir. S'agit-il de la question du pastoralisme et de l'élevage parce que nous avons besoin de grandes régions éleveuses de qualité ? S'agit-il de la question de l'eau ? Elles divergent, certes, mais elles posent les mêmes problématiques de tête de bassin et de solidarité amont-aval. S'agit-il d'autres sujets ? Je n'en sais rien. Il y a sans doute une possibilité de voir dans le Massif central une bio-région sur tel ou tel de ces sujets articulés, il n'y a pas de doute. Mais ceci dit, je ne me laisserai pas embarquer avec armes et bagages et la totalité de la représentation, parce que pour moi, le Massif central, c'est le Périgord. Ça n'a rien à voir avec l'Ardèche. Quand je suis dans le Nivernais, je ne retrouve pas mes petits. Et si je finis en Aubrac, c'est encore autre chose. Et je pense qu'aujourd'hui, ce qui travaille, et ça boucle avec le départ, cette société qui est la nôtre, et le Massif central y compris, c'est moins des grands systèmes ensembliers qui font une unité de vue, que la revendication très profonde de voir reconnues des différences. Et franchement, il ne faut pas s'en plaindre, parce que le Périgord c'est beau, l'Aveyron c'est bon, l'Aubrac c'est beau, l'Ardèche c'est beau, etc. et le Massif central est cette mosaïque et ce composé-là. Ça peut faire

commun. Bio région, oui, je n'ai rien contre, mais en même temps, ce qui m'intéresse beaucoup, c'est cette double attention, au moins double, parce qu'il y a peut-être d'autres échelles encore, il faut descendre encore plus bas, cette grande attention portée au fait que nous appelons Massif central une grande variété de situations, dont une part sont articulées désormais très largement avec leur extérieur, qu'il y a bien sûr des régions bordurières qui sont décisives pour leur destin, qu'il serait cruel de laisser les fameux quatre départements un peu en difficulté que sont l'Allier, la Nièvre, l'Indre et le Cher, faire une entité autonome parce qu'elles ont absolument besoin d'être reliées à ce qui peut les revitaliser et ça se passe un petit peu plus au Nord, à l'Est et à l'Ouest. Donc on va dire que selon une formule célèbre, un peu de Massif central fait vivre et sauvera le Massif central et beaucoup de Massif central risquerait de lui être fatal.

Stéphane Cordobes : Pour conclure cet entretien, il y a un terme que nous n'avons pas encore abordé et qui finalement est central dans votre réflexion. Nous parlons d'aménagement du territoire depuis le début de cet entretien, mais votre essai pourrait presque signer la fin de l'aménagement du territoire. En tout cas, dans vos propositions, vous dites l'aménagement du territoire tel qu'il a été conçu pour lutter contre les inégalités, etc. a vécu. Aujourd'hui ce dont on a besoin c'est moins d'un aménagement du territoire, compris au sens quasiment régalien du terme, puisque ça nous vient de l'état, et ce dont on a besoin c'est beaucoup plus une politique de médiation. Ce serait quoi pour vous une politique de médiation et, allons jusqu'au bout de cette conclusion, ce serait quoi une politique de médiation à l'échelle du Massif central tel que vous venez d'en décrire les dynamiques ?

Martin Vanier : C'est un peu « et si vous étiez ministre ? ». C'est toujours plus facile de déconstruire et dire, nous avons moins besoin d'aménagement aujourd'hui que de plein d'autres figures d'action qui s'appellent le ménagement, qui s'appelle la réconciliation, qui s'appelle la réparation. Il faut réparer la terre, je ne suis pas le seul à le dire. Et puis c'est facile de dire les territoires ne racontent pas tout, il y a des réseaux, il y a des interfaces, il y a des liens, etc. ok, vas-y, construis la politique qui va avec. Cette politique d'aménagement du territoire, finalement elle a quand même bien tourné et elle a fabriqué des situations décisives, dont certaines qu'il faut réparer malheureusement maintenant, comment s'appellerait la tienne ? Vaste sujet. J'ai juste quelques points de repère pour la construire, ce n'est pas l'œuvre d'un homme, ni même d'un intellectuel, c'est une invitation à la construire. En tout cas, ça, il est certain de mon point de vue, cette politique-là, je suis désolé de le dire comme ça, elle ne fera pas l'économie de la complexité. Il y avait dans l'aménagement du territoire, une puissance simplificatrice phénoménale. Paris

et le désert français et hop, vous partez pour 30 ans de promesses faciles à faire sur cette figure-là. Les métropoles d'équilibre, c'est les mêmes qui sont de déséquilibres aujourd'hui. Une capacité de simplifier le logiciel politique et ses promesses qui est gagnante à tous les coups. Ça ne remarchera plus. Et nous devons accepter la construction de politiques publiques qui assument la complexité et par exemple le jeu d'échelle dont on vient de parler. Qu'est-ce qu'il faut saisir ? Le Périgord ou le Massif central ? Mais les deux, mon capitaine, les deux parce que les deux peuvent faire commun et les deux ont des raisons de, etc. Oui mais alors comment ça s'articule et comment on travaille entre élus, entre scènes de pouvoirs locaux ? oui beaucoup plus compliqué. On appelle ça la gouvernance quand on ne sait pas comment s'en sortir, bien sûr. Donc moi, ça, c'est un premier repère. C'est que cette politique, que faute de mieux j'ai appelé politique de reliance spatiale, histoire de dire, voyez, si on change les mots, ça réouvre des imaginaires. Je sais qu'elle doit résolument endosser la nécessité d'admettre la complexité sociale et territoriale. Ça, c'est ma première conviction et ma deuxième, et on termine, c'est que je pense qu'aujourd'hui, on ne sait pas très bien où on va et comment faut faire, parce que franchement, Stéphane, si on savait, on ne serait pas là à en discuter depuis plus d'une heure. Nous serions dans un temps de conviction ou d'alignement derrière des grandes propositions. Nous sortons d'un moment de grande errance institutionnelle où il n'y avait même plus personne pour désirer gouverner le pays. Donc non, on n'est pas dans des moments de grande conviction, etc. Donc les propositions qu'il faut faire, ce sont des propositions qui doivent être très respectueuses des processus. Parce que quand on n'a pas exactement la feuille de route, l'arrivée, l'horizon et l'idéal, on peut y aller, on peut avancer, on peut emmener, mais il faut accepter d'ajuster le chemin et de piloter et de ne pas juste dire, tous derrière mon fanion et mon panache blanc et moi je sais exactement. Parce que là c'est sûr c'est vraiment de la grande tromperie. Une politique d'aménagement du territoire aujourd'hui c'est une politique qui rassemble autour de processus. Alors, d'accord, ça apporte quelle solution ? Ça apporte une première solution, qui est celle de la pacification des débats. Je constate que nous avons des très bonnes politiques qui rentrent brutalement en conflit à peine énoncées. Une bonne politique de sobriété foncière, ça s'appelle le Zéro Artificialisation Nette et bingo ! frontalement, dans la scène politique et citoyenne, une bonne politique, de qualité de l'air, ça s'appelle les Zones à Faibles Emissions autour des agglomérations et bingo ! c'est l'annonce d'un affrontement, etc. Donc il nous faut des process et il nous faut des cadres. Quoi que nous proposons, nous nous mettons en situation effectivement de médiatisation, de négociation, d'arbitrage et de déconflictualisation. Ça ne fait pas une politique toute casquée, mais précisément parce qu'il ne

faut pas qu'il y ait de politique toute casquée, il faut un process pour la fabriquer. Complexité plus vision un peu processuelle des choses, on pourrait déjà commencer à en débattre.

Stéphane Cordobes : Merci beaucoup Martin Vanier pour finalement, non pas cette grande leçon, mais plutôt cette invitation à aller travailler ensemble dans les territoires pour concevoir et mettre en œuvre ces politiques de médiation et qui permettront peut-être de répondre mieux au changement global et aux grands enjeux d'inégalité, si l'on peut encore oser le terme qui se pose à nous. Merci beaucoup.

Martin Vanier : Merci Stéphane.